

TRANSITIONS

Trimestriel • Iles de Paix • Rue du Marché 37 • 4500 Huy

N° 119 • JUNI 2018

(RE)DÉCOUVRIR L'HISTOIRE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT



© CIMT International Center for Tropical Agriculture on Visual Hunt, CC BY



> AU SUD

Pérou : Devenir paysan par choix et non plus par défaut

> AU NORD

Quand un voyage bouleverse des vies et une école

SAUVONS NOS ALLIÉES LES ABEILLES !

Une alimentation saine dépend de pollinisateurs en bonne santé, en particulier des abeilles. Il suffit de quelques chiffres pour s'en convaincre : les insectes pollinisateurs sont à l'origine de plus de 80 % de notre environnement végétal, dont dépend directement 40 % de notre alimentation. Pour le maraîchage et les arbres fruitiers, c'est même 90 % de la production qui repose sur l'action de ces insectes. Les abeilles jouent également un rôle essentiel dans le maintien de la biodiversité.

Et pourtant, la disparition d'une quantité considérable de colonies d'abeilles sévit depuis plusieurs années, partout dans le monde : les populations d'abeilles domestiques ont chuté de 25 % en Europe entre 1985 et 2005.

Les raisons de la disparition des abeilles sont multiples et s'entretiennent mutuellement : dérèglements climatiques, nouveaux virus et agents pathogènes, disparition des habitats naturels en raison des monocultures et, surtout, traitements phytosanitaires. En effet, de nombreuses études désignent les insecticides comme les principaux responsables de l'effondrement des populations d'insectes pollinisateurs. En particulier, les néonicotinoïdes – la famille d'insecticides la plus vendue dans le monde à l'heure actuelle – fait des ravages en s'attaquant au système nerveux des insectes. Cent fois plus toxiques que d'autres produits, ils sont appliqués en enrobage des semences lors du semis, c'est-à-dire en usage préventif, et se disséminent rapidement, contaminant

l'environnement et les fleurs sauvages. On estime que 80 000 abeilles peuvent être affectées par un seul grain de maïs enduit de ce type de pesticide.

Une bonne nouvelle vient tout de même éclaircir ce sombre tableau. Il y a quelques semaines, l'Europe a décidé d'interdire les trois principaux néonicotinoïdes, déjà soumis à des restrictions depuis 2013. Les usages en serre restent toutefois autorisés, à condition que graines et plantes ne quittent pas leur abri fermé. Il s'agit du couronnement d'une lutte de près de 20 ans menée par les apiculteurs, les scientifiques et les défenseurs de la nature. Mais tout n'est pas encore gagné. D'abord parce qu'il s'agit de l'interdiction de seulement trois substances parmi la panoplie de produits chimiques utilisés dans l'agro-industrie. Mais aussi parce que la Belgique s'est abstenue dans ce dossier et a demandé une dérogation transitoire pour certaines filières.

S'il reste du chemin à parcourir, cette avancée montre – même timidement – que la transition vers un nouveau modèle agricole est en marche, et que le doute n'est plus permis sur les dangers que représentent les pesticides pour la faune, la flore et les êtres humains.

SOMMAIRE

- 3 **Pérou** : Devenir paysan par choix et non plus par défaut
- 7 (Re)découvrir l'histoire de la coopération au développement
- 13 Quand un voyage bouleverse des vies et une école



Laurence Albert
Directrice générale



REJOIGNEZ-NOUS
SUR FACEBOOK

119 • Juin 2018

POUR FAIRE UN DON

Belgique

Banque de la Poste BE97 0000 0000 4949
BNP Paribas Fortis BE04 2400 2962 6531
CBC BE30 1963 6001 1111

Déduction fiscale à partir de 40 euros par an
(45 % du montant total des dons)

GD Luxembourg

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000

Communication : « Iles de Paix Luxembourg »

Déduction fiscale à partir de 120 euros par an

ÉDITEUR RESPONSABLE > Laurence Albert - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Laurence Albert, Frédéric Van Vlodorp, Stéphanie Laloux, Magali Verstraeten, Terry Roiseux, Marie-Luce Preys, Olivier Genard, Romain Charlier, Aleksander Pjetri et Olivier Detournaj.

GRAPHISME > www.yellowstudio.be

ÉDITEUR - Iles de Paix - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy - Tél. : 085 23 02 54
info@ilesdepaix.org - www.ilesdepaix.org - RPM : 408.908.151

IMPRESSION > Van Ruys Printing. Transitions est imprimé sur du papier recyclé.

Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD)



Des représentantes de familles paysannes ayant rejoint le Système Participatif de Garantie mis en place par l'les de paix dans le district d'Umari, au Nord-Est de Lima.

PÉROU



DEVENIR PAYSAN PAR CHOIX ET NON PLUS PAR DÉFAUT

Le paysage est montagneux, alternant vertes vallées et sommets oscillant entre 1700 et 3800 m. Le climat est plutôt favorable, avec une température globalement stable et agréable durant toute l'année. La région est en tout cas propice à l'agriculture, qui représente 94 % de l'activité globale.

C'est dans ce district d'Umari, au Nord-Est de Lima, qu'elles de Paix développe un projet depuis 2012, principalement grâce au soutien financier de la coopération belge et avec l'aide sur place des ONG IDMA, Diaconia et IDEL. L'équipe d'Iles de Paix, dirigée par Gaël de Bellefroid, compte 6 à 7 personnes.

« Nous avons accompagné 430 familles qui étaient volontaires pour s'engager dans la transition agroécologique » explique Sebastián Mercado, chargé du suivi Pérou en Belgique. Autant d'hommes, de femmes et d'enfants qui travaillent la terre, le plus souvent en recourant aux intrants chimiques.

« Quand on circule dans cette zone géographique, on est frappé par le nombre de panneaux publicitaires pour des herbicides et des fongicides. »



VULNÉRABILITÉ DES FAMILLES

Au départ, ces agriculteurs produisaient essentiellement des pommes de terre – particulièrement sensibles aux maladies, et nécessitant donc des traitements chimiques – et un peu de maïs.

Cette offre peu variée les exposait à une insécurité financière. *« Ces familles vendaient leur production à des intermédiaires principalement vers les villes de Huánuco et Pano, sans pouvoir connaître à l'avance le prix, un élément qui plus est très fluctuant. Elles étaient donc très vulnérables sur le plan économique. »* Sans compter une autre faiblesse consécutive à ce système : le revenu des ventes est principalement dépensé dans l'achat d'aliments (pâtes, thon, fruits et légumes, etc.), rendant les agriculteurs dépendants et tributaires d'une nourriture peu saine. Un comble pour cette profession, etc.

Iles de Paix a donc aidé ces familles à changer de modèle en leur apprenant de nouvelles méthodes (bio, compost, diminution des intrants externes...) et en diversifiant leur production. *« L'autoconsommation a largement progressé avec en corollaire une réduction des dépenses »* se réjouit Sebastián Mercado. *« Le surplus de la diversification s'écoule sur le marché avec des prix plus favorables et moins de dépendance financière par rapport à la situation d'un monoproduit. »*

UN PROCESSUS DE CERTIFICATION

Le principal investissement en matière d'agroécologie réside dans la main d'œuvre. En ce sens, mettre en place une forme de reconnaissance, attestant de la qualité du travail accompli et permettant de vendre les produits à un prix plus décent, semblait essentiel. *« Une certification bio pouvait être un avantage déterminant, mais le problème est que cette procédure coûte cher au niveau individuel »* constate Sebastián Mercado. Heureusement, une autre solution existe : le Système Participatif de Garantie (SPG). À partir de ce modèle, Iles de Paix est donc à présent entré dans la 2^e phase de son intervention, avec une sélection de 250 familles et la création progressive de Systèmes Participatifs de Garantie. C'est un fonctionnement promu depuis 20 ans par l'ONG partenaire IDMA et qui a fait ses preuves *« Des familles constituent entre elles un groupement qui assure lui-même le contrôle de la production suivant un cahier des charges précis. Un Conseil – composé des autorités régionales, d'ONG, etc. – est garant du bon fonctionnement de la structure. »*

Au bout du compte, les agriculteurs pourront obtenir, dès cette année, des certificats participatifs qui ne leur coûtent pas ; 115 des 250 familles sont déjà engagées. De plus, l'idée essaime dans plusieurs districts avec le soutien d'autres ONG. Enfin, le Pérou est sur le point d'adopter officiellement la reconnaissance et l'organisation du Système Participatif de Garantie.

Une diversification de la production essentielle

Avant l'arrivée d'Iles de Paix, l'alimentation des familles était peu variée et peu saine.

Les agriculteurs ont à présent diversifié leur production et se nourrissent en grande majorité avec leurs produits.

La viande est fournie grâce au petit élevage (ovins, volaille, lapins, cochons d'Inde, etc.) dont les déjections alimentent le compost utile pour les cultures.

La diversification passe également par les fruits et les légumes. La gamme est désormais large avec les avocats, curubas, cannes à sucre, papayes de montagne, tomates d'arbre, cucurbitacées, grenadilles, citrons, piments rocoto, etc.

De quoi voir la vie quotidienne autrement, autant dans son assiette que dans son portefeuille !



La pratique de l'association de cultures (ici, maïs et lupin) enclenche une régénération des sols et augmente leur fertilité. Une bonne illustration de l'expertise agricole soutenue par Iles de Paix et qui permet aux familles paysannes de se passer de fertilisants chimiques coûteux.

'Vivre bien', la 2^e mission au Pérou

Iles de Paix est actif dans le pays depuis 2008, dans une zone au Nord-Est de Lima. Le programme s'appelle 'Kusy Kawsay', soit 'Vivre bien' : il porte sur la promotion de l'agriculture durable et l'amélioration du cadre de vie (eau potable, sanitaires dans les écoles, équipement de postes de santé, etc.). Appuyé financièrement par la Coopération luxembourgeoise, il est mené en collaboration directe avec des municipalités et la participation des ONG locales Idel et Islas des Paz Perú.

À l'échelon local, le progrès est également perceptible. « Pour des raisons historiques, le tissu associatif est faible voire inexistant dans cette région » souligne Sebastián Mercado. « *Le SPG a promu l'échange d'information et le rapprochement entre une série d'acteurs.* » De quoi augurer de nouvelles perspectives en matière de collaborations sur d'autres projets (vente commune de production, initiation de coopératives, etc.).

RECONNAITRE ET FAIRE CONNAITRE

Pour pleinement réussir, le défi est de faire connaître cette certification aux consommateurs, en espérant les convaincre évidemment. Là-bas, en effet, la plupart des gens ignorent encore le bio et ses bienfaits, même si le marché de Huánuco compte désormais une partie réservée à ces produits. Les agriculteurs sont en tous cas très fiers de leur production.

Les effets escomptés sont déjà atteints : l'autoconsommation avec des aliments sains est passée de 10 à 70 %, la dépendance aux intrants extérieurs est désormais faible voire nulle, l'environnement n'est plus dégradé, les revenus sont plus stables et plus contrôlables. « *En fait, constate Sebastián Mercado, les agriculteurs peuvent à présent se projeter dans le futur grâce à un modèle de vie plus tenable et décent. Ils sont, à présent, à même de faire face aux aléas de la vie et peuvent enfin devenir paysans par choix et non plus par défaut !* » ●

*“ Nous avons accompagné
430 familles qui étaient
volontaires pour s'engager
dans la transition
agroécologique ”*

Sebastián Mercado





70

80

90

20
00

ES/Primaire. L'enfant dans la cité
La vérité
Préface. La vérité est une morale insou-
nable qui amène à être franc et à se
remémorer en étant fidèle à son acte, et
tout ce dont on a le besoin. Je dois
aimer la vérité, la faire valoir pour
gagner la confiance des autres. Même que
le mensonge est toujours considéré.



(RE) DÉCOUVRIR L'HISTOIRE DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT

Depuis près de 55 ans, Iles de Paix œuvre à la construction d'un monde qui permette à chacun de vivre dans la dignité et de développer ses potentialités, un monde solidaire qui promeut l'accès de tous aux droits humains dans un environnement préservé.

Avec d'autres acteurs, Iles de Paix s'inscrit ainsi dans le grand mouvement solidaire de la coopération au développement, qui peut poursuivre des objectifs divers : réduire les inégalités économiques et sociales, lutter contre la pauvreté, favoriser l'émergence de sociétés démocratiques, contribuer à la protection de l'environnement, etc.

20
10

La coopération au développement que nous connaissons aujourd'hui – ou plutôt les coopérations pourrions-nous dire, au vu de la diversité des stratégies et des modes d'action que l'on peut observer – a connu bon nombre de transformations au fil de son existence. Dans ce nouveau dossier du Transitions, nous vous invitons à (re)découvrir avec nous quelques éléments marquants de l'histoire de la coopération au développement avec, en toile de fond, certains des grands événements mondiaux qui l'ont influencée.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'Organisation des Nations-Unies (ONU) voit le jour avec comme mission de maintenir la paix et la sécurité dans le monde. Les concepts de Tiers-Monde et de sous-développement font leur apparition : le développement est alors considéré comme un retard à combler par rapport à la civilisation occidentale, et il s'agit de moderniser les pays dits « sous-développés ». Les objectifs poursuivis en matière de coopération se centrent autour de différents axes : soutenir le développement économique et social, assurer la sécurité alimentaire... mais aussi empêcher l'extension du régime communiste en « occupant le terrain ».

Après-guerre 50 années



1960



1960

Années 60

Dans les années 1960, une grande mobilisation internationale en faveur des pays dits sous-développés se met en place. Les pays développent différentes stratégies économiques couronnées d'un succès relatif, mais le secteur agricole ne suit pas la croissance démographique et l'insuffisance de la production dans le Tiers-Monde est cause de famines. Face à ces situations dramatiques, l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) lance un appel mondial pour l'éradication de la faim dans le monde, et les pays regroupés à l'ONU proclament les années 60 « première décennie du développement des Nations-Unies ».

La société civile belge se mobilise pour la cause, et l'on assiste à la fondation de plusieurs organisations non gouvernementales qui s'engagent en faveur des populations défavorisées. Certaines sont encore actives de nos jours, comme Entraide & Fraternité, le Centre national de coopération au développement (CNCD-11.11.11), SOS

Faim, Action Damien, etc. Les premières actions d'Iles de Paix voient également le jour à cette époque, en 1962.

En 1963, à Yaoundé, les premiers accords de commerce et de développement sont signés entre la Communauté européennes et 18 pays africains. À la même époque de nouvelles initiatives se mettent en place, telles que le Comité d'aide au développement (CAD), qui deviendra un organe de référence en matière de conceptualisation et de méthodologie de l'aide au développement.

L'aide belge se concentre avant tout sur le Congo, le Rwanda et le Burundi (aide bilatérale), ainsi qu'en soutien aux institutions des Nations-Unies (aide multilatérale). L'aide indirecte via l'octroi de subsides aux ONG ne représente qu'une part minime des fonds alloués à la coopération au développement. Les appuis apportés par la Belgique résident dans la mise à disposition de personnel (assistance technique) et l'octroi de bourses.

Dans les années 1970, la coopération internationale se tourne vers la réalisation de grands projets, visant à permettre aux pays dits « sous-développés » de poursuivre un développement identique à celui des nations industrialisées, au travers d'investissements importants dans la construction d'infrastructures.

La Belgique va apporter son soutien à la mise en œuvre de projets dans différents domaines tels que l'agriculture, l'enseignement ou encore la santé. Bien souvent teintés de paternalisme, ces projets sont menés et dirigés par des experts expatriés avec la plupart du temps une participation minimale des populations locales.

Néanmoins, à partir du milieu de la décennie, l'aide au développement se transforme progressivement et se mue en coopération au développement. Les principes de collaboration sur un pied d'égalité commencent à émerger et le dialogue devient partie intégrante de la coopération. Les projets et les programmes mis en place se veulent « proches de la population » et s'attaquent aux besoins alimentaires, à la question de l'enseignement et des soins médicaux, le plus souvent avec une approche globale des causes de la pauvreté.

À partir des années 1970, les pouvoirs publics belges vont de plus en plus reconnaître le travail des ONG et leur accorder une part croissante du budget destiné à la coopération au développement.

Années
70

Années
80

Le contexte économique des années 1980, particulièrement difficile pour les pays dont les économies sont basées sur le commerce de matières premières, ainsi que le poids du remboursement de leur dette vont mettre à mal l'équilibre de nombreux pays du Tiers-Monde.

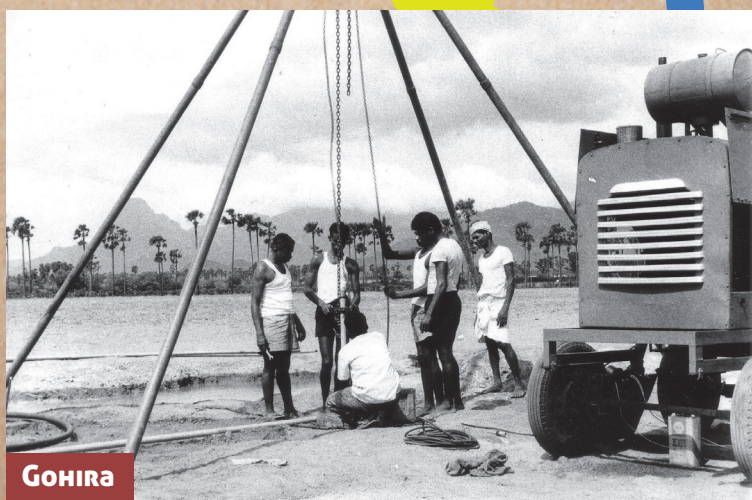
Certains se retrouvent dans l'incapacité de rembourser leurs créances. La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International conditionnent tout octroi de prêts ultérieurs à des conditions strictes, et exigent de ces pays l'adoption de mesures d'austérité et la mise en place de politiques d'ajustement structurel. Ces réformes vont les pousser à ouvrir leurs marchés, s'exposant à la concurrence internationale, et à l'avènement du secteur privé. Loin de résoudre les problèmes économiques auxquels ils faisaient face, ce revirement radical va accroître l'endettement de ces pays déjà fragilisés.



Gohira (Bangladesh), la première Ile de Paix

En 1962, à la suite d'une mission destinée à étudier le problème des réfugiés victimes du conflit indo-pakistanaï, Dominique Pire est interpellé par la problématique du développement dans le Tiers-Monde. Cette prise de conscience débouche tout naturellement, chez cet homme d'action, sur un engagement très concret. Il crée, à Gohira, au Pakistan Oriental, l'actuel Bangladesh, la première Ile de Paix.

Homme à l'esprit visionnaire, Dominique Pire s'écarte des approches caritatives – qu'il estime adaptées avant tout pour répondre à l'urgence du moment – et ancre ce projet dans une approche reposant sur une collaboration à long terme avec une population qui est appuyée dans le développement de ses ressources, si maigres soient-elles. L'idée qui l'anime est d'aider des groupes d'hommes et de femmes à prendre leur futur en mains, jusqu'à ce qu'ils puissent évoluer seuls. C'est la naissance du principe du self-help qui, aujourd'hui encore, est au cœur de l'action d'Iles de Paix.



GOHIRA

*« Il apparait que la croissance
“ à l'occidentale ” ne permettra
pas de relever les défis
auxquels font face les pays
en développement. »*

Les années 90 voient la fin de la guerre froide, mais également la montée de nouvelles inquiétudes, avec la dégradation croissante de l'environnement, l'explosion démographique, et l'augmentation du fossé économique entre le Nord et le Sud. Il apparait de plus en plus clairement que le développement n'est pas qu'une question économique et que la croissance « à l'occidentale » ne permettra pas de relever les défis auxquels font face les pays en développement.

En 1992, le Sommet de la Terre qui se tient à Rio porte l'attention sur la question climatique et du développement. Suite au Rapport Brundtland sur lequel s'appuie la préparation de ce Sommet, la notion de développement durable émerge, cherchant à tenir compte de manière équilibrée des dimensions économiques, sociales et environnementales. Le Sommet de la Terre de Rio donne le coup d'envoi à un programme ambitieux de lutte mondiale contre les changements climatiques, l'érosion de la biodiversité, la désertification, et l'élimination des produits toxiques.

La question de l'endettement des pays du Tiers-Monde est par ailleurs toujours inquiétante et freine considérablement leur développement. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés voit le jour en 1996, proposant d'alléger voire d'annuler la dette de ces pays en vue de leur permettre d'orienter leurs moyens financiers vers leur développement, plutôt que vers le remboursement de leur dette.

Au cours des années 90, la place accordée à la participation active des populations dans les projets va croissante. Les interventions sont imaginées dans une logique de partenariat permettant aux bénéficiaires de s'investir, y compris financièrement, dans les projets mis en œuvre. Cela permet de mieux ancrer au niveau local les projets et de s'assurer qu'ils répondent bien à des besoins prioritaires aux yeux de la population. La Belgique réduit considérablement ses effectifs de coopérants sur le terrain, afin de responsabiliser davantage les cadres nationaux.

L'année 1995 voit la fondation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la conclusion des accords de l'OMC, qui poursuit un objectif de réduction des obstacles au libre-échange et dont les mesures impacteront profondément les économies des pays du monde.

Années
90





Années
**20
00**

En 2000, l'Organisation des Nations-Unies définit les Objectifs du Millénaire pour le Développement, dont la vocation finale est de réduire l'extrême pauvreté dans le monde entre 2000 et 2015. Ces huit objectifs prioritaires visent une amélioration des conditions de vie ainsi qu'un développement économique et social au niveau mondial. De nombreux pays développés s'engagent en faveur de ces objectifs.

L'approche de la coopération connaît par ailleurs une évolution importante, avec en 2005 l'adoption, par une centaine de pays, de la Déclaration de Paris. Cinq grands principes sont adoptés afin d'améliorer la qualité de l'aide et son impact sur le développement : l'appropriation des stratégies de réduction de la pauvreté par les pays du Sud ; l'alignement des donateurs sur ces stratégies, ainsi que l'appui sur les systèmes locaux existants ; l'harmonisation des procédures et le partage de l'information ; l'adoption d'une gestion axée sur les résultats ; et la redevabilité mutuelle des signataires et des partenaires dans la responsabilité des résultats obtenus.

Les exigences de professionnalisation de la coopération au développement s'accroissent, et par là même celles de professionnalisation des organisations non-gouvernementales. Les interventions des ONG s'inscrivent dans des partenariats noués avec des organisations du Sud. Le mouvement altermondialiste prend de l'envergure, et de nombreuses ONG y donnent de la voix. Il s'inscrit en contestation de la mondialisation néolibérale et revendique la mise en place d'une autre mondialisation sous la revendication « Un autre monde est possible ». Les grands équilibres économiques évoluent, avec la prise d'importance au sein de l'économie mondiale des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et, plus récemment, Afrique du Sud). Les attentats du 11 septembre 2001 marquent l'apparition de nouvelles menaces.



Engagé pas seulement au Sud !

Quand on parle de coopération au développement, on pense assez naturellement avant tout aux interventions qui sont mises en œuvre dans les pays du Sud, qu'il s'agisse de l'aide humanitaire mobilisée lors de situations d'urgence (à la suite d'une catastrophe naturelle, d'une épidémie ou d'un conflit armé, par exemple) ou de l'aide au développement, qui cherche à changer les choses sur le long terme avec comme objectif final une plus grande autonomie des populations pour gérer leur développement.

Mais la coopération, ce n'est pas seulement mettre en œuvre des programmes et projets au Sud, c'est également mobiliser les citoyens, ici en Belgique et au niveau international, pour faire évoluer positivement la société et le monde.

Le plaidoyer consiste ainsi à interpeller les décideurs politiques et économiques afin qu'ils favorisent un fonctionnement plus égalitaire du système mondial. L'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire quant à elle informe, sensibilise et mobilise les membres de notre société dans l'optique de contribuer à la construction de sociétés justes, durables, inclusives et solidaires. L'ECMS contribue à renforcer la capacité des membres de notre société à devenir acteurs d'un changement mondial.

Années
**20
10**

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) arrivent à leur terme en 2015. Bien qu'ayant permis des avancées appréciables dans certains pays et secteurs, leurs résultats sont assez mitigés : au final, les OMD auront davantage constitué un instrument en matière de lutte contre la pauvreté que de générer une réelle impulsion en faveur du développement.

La communauté internationale renouvelle son engagement, se centrant désormais autour des Objectifs du développement durable (ODD) dont l'atteinte, visée à l'horizon 2030, devrait permettre d'éradiquer la pauvreté, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous. Par rapport aux OMD qui les ont précédés, les ODD accentuent l'attention accordée à l'impact environnemental du développement économique, pointant la nécessité d'inscrire les processus de développement dans les limites – finies – des ressources qu'offre la planète.

La période est également marquée par l'importante crise migratoire qui touche l'Europe, avec l'arrivée de nombreux migrants et réfugiés. Des pans entiers de la société civile – organisations non gouvernementale, associations, individus, etc. – se mobilisent massivement, tandis que les autorités de l'Union européenne peinent à offrir une réponse digne et cohérente pour ces populations meurtries et qu'un repli identitaire se fait sentir dans une partie de l'opinion publique.

En Belgique, le secteur de la coopération au développement connaît d'importantes réformes. Les exigences en termes de professionnalisation des organisations non gouvernementales s'accroissent encore. Les outils managériaux issus du secteur privé s'insinuent de plus en plus au sein du secteur non marchand, avec des apports contrastés. Les réformes incitent également à davantage de concertation et d'articulation entre les actions des différents acteurs. L'orientation est pertinente, mais doit souvent être menée tambours battants, ce qui empêche parfois d'en exploiter tout le potentiel.

À la suite des réformes successives et de l'accroissement des exigences, le nombre d'ONG se réduit : alors qu'elles étaient plus de 250 au début des années 1990, on compte aujourd'hui 87 acteurs non gouvernementaux accrédités par le Ministre de la Coopération au Développement.

Sur le plan budgétaire, l'aide mondiale au développement a atteint un montant record en 2016, mais cette augmentation n'a toutefois pas bénéficié aux pays les plus pauvres : l'aide est en effet de plus en plus mobilisée pour enrayer les flux migratoires, répondre aux crises humanitaires d'urgence et mobiliser le secteur privé dans les pays à revenu intermédiaire, plutôt que pour financer des programmes de développement dans les pays les moins avancés.



Conclusion

Depuis plus de 50 ans, la coopération au développement a connu de nombreuses évolutions, reflet des changements qu'ont connus les sociétés du monde et des enjeux auxquels elles doivent faire face. Iles de Paix a pu s'adapter à ces évolutions et reste un acteur largement reconnu dans le panorama des ONG belges. Les outils et manières de faire ont assurément connu des changements en profondeur au fil des ans, mais les fondements de l'action d'Iles de Paix sont, eux, restés inchangés. Aujourd'hui comme hier, Iles de Paix soutient un développement local, reproductible et durable, qui place les populations rurales au cœur de leur propre développement, accroit leur résilience et favorise leur accès aux droits fondamentaux. ●





QUAND UN VOYAGE BOULEVERSE DES VIES ET UNE ÉCOLE

BÉNIN



C'est un grand jour dans la Semaine africaine à l'Institut de la Sainte-Famille d'Helmet de Schaerbeek, qui accueille quelque 600 élèves (maternelle, primaire et secondaire) : en ce beau dimanche de mai, les 14 élèves de 5^e secondaire et les 4 professeurs partis au Bénin guident les visiteurs dans l'exposition retraçant leur voyage exceptionnel. L'enthousiasme et l'épanouissement rayonnent dans la magnifique chapelle de l'école.

La fabuleuse expérience se décline au fil des panneaux. « *Désormais, nous n'avons plus de préjugés ni d'idées fermées* » souligne l'une des participantes qui, comme ses condisciples, a dû faire preuve de sa motivation dans un dossier de candidature. « *Certains ici en Belgique ne comprendront jamais car ils n'osent pas sortir de leur confort...* »

L'objectif de 'Move with Africa' semble pleinement atteint : cette initiative lancée par La Libre Belgique vise en effet à sensibiliser les jeunes du 3^e degré de l'enseignement secondaire à l'interculturalité et à la citoyenneté mondiale et solidaire. Iles de Paix fait partie depuis la première édition des ONG partenaires, tandis que l'Institut de la Sainte-Famille figure – pour la 2^e fois – parmi les 9 écoles francophones sélectionnées en 2018.

DAVANTAGE QU'UN VOYAGE

Ce projet est bien plus qu'un séjour, certes hors du commun ; il s'inscrit dans un processus d'une année, dont les retombées positives perdureront certainement pendant toute une vie.

« Dans l'avion de retour, nous avons pris le temps de relire une lettre que nous nous étions écrite à nous-mêmes quelques mois auparavant... Que nous l'admettions ou pas, nous sommes contraints de constater que ce projet et ce voyage d'immersion nous ont tous changés. Notre perception du monde n'est plus pareille. »

Parole d'élève

Il a débuté plusieurs mois avant le départ pour l'Afrique en avril. « *Nous n'allions pas partir là-bas comme des touristes* » clame notre guide du jour. « *Il était nécessaire de se former et de bien nous préparer* ». Les participants ont ainsi consacré 5 week-ends de rencontres durant l'année scolaire. C'était d'autant plus important que les



« Cette expérience a considérablement bouleversé notre école et sa capacité à se lancer dans des projets de grande envergure citoyenne. »

Paroles de profs

le cadre de rencontres avec des points d'orgue, par exemple lors d'expériences du type « Vis ma vie » avec des couturières, des tisserands, des mécaniciens, des groupements de femmes ou les correspondants d'une école chez qui les jeunes bruxellois ont passé une nuit. Le voyage d'une dizaine de jours a aussi laissé la place à une partie culturelle et touristique.

élèves venaient de trois sections et d'horizons différents. « Nous avons d'abord appris à nous connaître, à vivre ensemble, à créer une cohésion. »

L'exercice s'est poursuivi avec les autres écoles de 'Move with Africa', puis un week-end a été partagé avec l'équipe d'Iles de Paix. « Nous avons ainsi bien compris l'approche et les activités de l'ONG qui allait nous accompagner et nous accueillir sur place ».

« Ce projet est un bel exemple d'essaimage en Belgique, grâce à une école super dynamique qui a injecté beaucoup d'énergie et d'engagement. »

Parole d'Iles de Paix

Une telle opération nécessite évidemment des moyens financiers. Si les billets d'avions sont pris en charge par Brussels Airlines, il a fallu réunir des fonds pour limiter l'investissement personnel de chacun. « Nous avons multiplié les actions » se souviennent les participants. « Ventes de collations, d'épices, de savons, de Pin's, de bracelets, etc., mais aussi un souper, des ateliers de danse et de sports figurent parmi nos initiatives. » Les jeunes ont eu la chance de pouvoir compter sur l'engagement de leurs parents et de leurs professeurs. Ce qui fait dire à la direction que ce projet redimensionne l'engagement de tous les partenaires de l'école.

UN DÉPAYSÉMENT TOTAL

C'est donc Iles de Paix qui a eu le privilège d'être le partenaire de l'institut de la Sainte-Famille. Trois membres de l'équipe d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire d'Iles de Paix, le personnel local de l'ONG et des partenaires ont ainsi fait découvrir leurs projets et réalisations au Bénin, mais aussi tout simplement la vie sur place. Les découvertes se sont enchaînées, ouvrant les jeunes à des thématiques variées : la sécurité alimentaire, le maraîchage, la transformation du riz, le stockage, les rapports hommes-femmes, etc. Ce fut à chaque fois

Des objectifs variés

- s'engager dans un projet porteur de sens
- réfléchir sur son identité
- vivre l'interculturalité : s'ouvrir à d'autres façons de penser, d'agir, de vivre
- appréhender les réalités et les inégalités Nord-Sud
- apprendre à témoigner de son vécu

APPRENDRE À TÉMOIGNER

L'institut de la Sainte-Famille n'est pas à sa première expérience en matière d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire. Et chaque projet touche davantage que les élèves grâce à différentes activités telles que l'exposition sur le Bénin. « Familles, amis et proches sont ainsi interpellés par la conscientisation aux inégalités mondiales à travers divers témoignages que font les élèves » nous explique-t-on. Pour parvenir à faire rayonner le projet au-delà des murs de l'école, les élèves ont suivi des ateliers de communication et ont pratiqué les métiers de photographes et de journalistes.

« Nos professeurs nous trouvent grandis de cette expérience et sont surpris de la maturité avec laquelle nous sommes intervenus dans tous les échanges avec les collaborateurs d'Iles de Paix. »

Parole d'élève

Sélectionner judicieusement les informations nécessaires, jouer les chargés de relations publiques, dialoguer avec les partenaires locaux et Iles de Paix, etc. ; voilà quelques-unes des missions remplies par les participants.



© ISF Bénin 2018



Au bout du compte, de nombreuses actions ont été menées : un carnet de bord quotidien (à découvrir sur www.ilesdepaix.org), une édition spéciale du journal de l'école, une présence sur internet et les réseaux sociaux, une Semaine du Bénin à l'école avec notamment la remarquable exposition, etc.

Les responsables de l'école ont bien compris la nécessité de communiquer et ont été capables de donner clés et outils nécessaires à leurs élèves ; c'est un savoir-faire dont les jeunes bénéficieront toute leur vie. ●

« Via 'Move with Africa', nous partageons des moments avec d'autres ONG et des enseignants. Cette mise en réseau permet d'enrichir la préparation et de s'intéresser à de nouvelles thématiques. »

Parole d'Iles de Paix

« Le week-end de préparation avec Iles de Paix a été indispensable pour bien prendre conscience de ce que nous allons vivre. Sur place, les temps de débriefing se sont avérés précieux pour verbaliser les expériences vécues et avoir la capacité de témoigner par la suite. »

Parole de profs

Devenir animateur bénévole Iles de Paix en éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire ?

L'information, la sensibilisation et la mobilisation des jeunes en faveur de l'agriculture familiale durable et de l'alimentation responsable dans le monde fait pleinement partie des missions d'Iles de Paix. Chaque année, plusieurs centaines d'animations sont réalisées en Région wallonne et Région bruxelloise, dans les écoles primaires, secondaires et les mouvements de jeunesse. Celles-ci sont réalisées par les membres de l'équipe d'Education à la citoyenneté mondiale et solidaire d'Iles de Paix (ECMS), ainsi que par des bénévoles avec qui nous travaillons en étroite collaboration tout au long de l'année.

Vous aimez transmettre vos connaissances aux jeunes, contribuer à développer leur esprit critique et à susciter leur engagement ? Vous êtes à l'aise pour animer un débat et échanger avec des étudiants ou des scouts ? Vous disposez de temps libre durant la semaine vous permettant d'assurer des animations durant les heures de cours, particulièrement aux mois de novembre, décembre et janvier ? Ou bien vous assurez déjà des animations en lien avec les activités d'Iles de Paix, et êtes intéressé de bénéficier des outils que nous développons et des formations que nous organisons à l'intention des animateurs bénévoles ?

C'est avec enthousiasme que nous envisagerons avec vous que vous rejoignez notre équipe ECMS de permanents et de bénévoles ! Prenez contact avec Magali Verstraeten, coordinatrice du programme ECMS, pour en discuter : education@ilesdepaix.org ou 085/82.33.79



© Morgan Liesenhoff

LE LEGS EN DUO : INTÉRESSANT POUR TOUS MES HÉRITIERS ?



Découvrez comment avantager vos proches tout en soutenant Iles de Paix sur www.ilesdepaix.org/legs ou en appelant Raffaele Ligna au 085 82 33 77



Iles
de
Paix

LÉGUER, UN GESTE DE SOLIDARITÉ
POUR AMÉLIORER LEUR SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
ET AUGMENTER LES REVENUS DES FAMILLES !